

LOCALE

Ces entreprises d'Alès qui travaillent avec l'Europe

SARAH COHEN



Économie. En France, les élections européennes auront lieu le 25 et 26 mai.

Avec ses 28 pays membres, l'Union européenne est l'une des principales puissances commerciales du monde. En 2017, son PIB s'élevait à 15 300 milliards d'euros. Un produit intérieur brut supérieur à celui atteint par les États-Unis. Sa politique économique favorise la création d'emplois et d'activité. En 2015, elle comptait plus de 23 millions d'entreprises.

À Alès et ses environs, plusieurs PME travaillent avec des partenaires et des clients européens. C'est le cas de la société Arcadie, spécialisée dans la production d'épices issues de l'agriculture biologique. « Nous exportons beaucoup vers les pays européens, surtout les pays limitrophes afin de limiter l'émission de carbone. En 2018, l'export représentait 2,336 M€, soit 13,65 % de notre chiffre d'affaires

global », affirme Matthieu Brunet, directeur de la communication et du marketing au sein de l'entreprise.

Arcadie mise beaucoup sur l'Union européenne et sa législation. « Pour exporter vers des pays européens, il faut simplement que les produits soient traduits dans la langue du pays et qu'ils respectent les normes européennes. Nous venons de recruter un nouveau client en Angleterre. Si le Brexit devient effectif, nous devons arrêter cette collaboration. La poursuivre nous coûterait plus et nous rapportera moins, continue Matthieu Brunet, avant de conclure que, sans l'Union européenne, travailler serait plus compliqué ». Une vision que partage Guillaume Bimar, co-directeur de la poterie de La Madeleine située à Anduze : « On exporte en Europe comme on exporte à l'autre bout de la France. Il n'y a pas de formalité spéciale à faire. Pour ce qui est de l'Angleterre, on a encore du mal à se projeter... Nous sommes assez libres dans la conception de nos vases, rien ne changera au niveau de la législation. Mais cela pourrait impacter nos ventes... Effectuer des transferts sera aussi compliqué qu'exporter aux États-Unis. C'est faisable mais plus cher et moins rapide ».

Le Brexit, une opportunité pour certains

SD Tech Micro est une société industrielle spécialisée dans la micronisation (opération qui consiste à mouliner des granulés jusqu'à l'obtention d'une poudre fine), l'analyse et le traitement des poudres fines et ultrafines. Très sollicitée hors de nos frontières, ses plus gros clients étrangers sont allemands. Des échanges facilités par l'Union européenne. Mais pour Jalil Benabdillah, président-directeur général du groupe SD Tech, le Brexit pourrait être une bonne chose : « Beaucoup d'entreprises anglaises ont un marché en France. Si elles souhaitent continuer, il leur faudra passer par des entreprises françaises implantées sur le territoire. Nous souhaitons être cette entreprise et nous en avons déjà discuté avec nos clients anglais. L'idée étant de faire le lien entre elles et les entreprises européennes. » Le PDG précise tout de même : « Rares sont les entreprises à pouvoir rebondir ainsi... Le Brexit est une mauvaise nouvelle pour la majorité d'entre elles ».

Sarah cohen